EXTRAIT DES MINUTES OU GREFFE DU

MONTAUBAN

# NOVEMBRE 2011 ROLE 2010/263



nu

NOM

Monsieur ZEVACO Patrick

Maître ENJALBERT Jean Claude ès qualités de mandataire judiciaire

SA SOCIETE GENERALE

# JU GE M E N T

A l'audience du TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTAUBAN en date du vingt trois novembre deux mille onze,

Il a été publiquement donné lecture par Madame Nicole MERCADIER, Président d'audience3 en présence de Monsieur Philippe SEGUY, Juge ayant assisté aux débats, au délibéré et signataire du présent jugement, conformément aux dispositions de l'article 452 du Code de Procédure Civile, assisté de Maître Anne CRAPOULET, Greffier Associé, du jugement rendu dans la cause :

DEMANDEURS :

Monsieur Patrick Z.EVACO domicilié 2 Rue du Docteur Lacaze 82000

MONTAUBAN, demandeur d'une première parÇ

Maître Jean Claude ENJALBERT ès qualités de mandataire judiciaire domicilié 13 Rue de l'Hôtel de Ville 82000 MONTAUBAN, demandeur,

d' autre deuxième part,

tous deux comparant et plaidant par Maître CHEREL loco Maître EGEA, Avocats à Montauban,

DEFENDEUR :

La SA SOCIETE GENERALE dont le siège est 29 Boulevard Haussmann

75009 PARIS, défenderesse comparant et plaidant par Maître DENIS loco Maître CAMILLE, Avocats à Toulouse,

d' autre part,

Inscrite au rôle sous le numéro 2010/263 

plaidée à l' audience douze octobre deux mille onze,

devant Monsieur Gérard BRUNET, Président d'audience,

Monsieur Jean Louis BOUYER, Juge, Monsieur Philippe SEGUY, Juge, assistés de Maître CRAPOULET, Greffier Associé

et après qu'il en ait été délibéré par les Magistrats ayant assisté aux débats,

Ouï les Conseils des parties et les parties en leurs explications et conclusions •

## FAITS, PROCEDURE ET PRETENTIONS DES PARTIES

Suivant exploit de Maître MIELLET, Huissier de Justice à Paris en date du 23 août 2010, Monsieur Patrick ZEVACO et Maître ENJALBERT ès qualités ont fait donner assignation à la SA SOCIETE GENERALE, d'avoir à comparaître devant le Tribunal de Commerce de Montauban pour

-condamner la SOCIETE GENERALE au paiement. de la somme de 15 000 € au titre de dommages et intérêts pour manquement à son obligation de demande de restitution des formules de chèque

-condamner la SOCIETE GENERALE au paiement de dommages et intérêts d'un montant de 120 000 € au titre de son manquement à l'obligation de mise en garde

-condamner la SOCIETE GENERALE au remboursement de la somme de

46 600 € au titre des divers frais et agios

-condamner la SOCIETE GENERALE à rembourser la somme de 6 675.88 € au titre du prélèvement effectué pour renflouer le PEA

-condamner la SOCIEI'E GENERALE au paiernent de 15 000 € au titre du préjudice moral

-condamner la SOCIETE GENERALE au paiement de la somme de 2 000 € au titre de l'article 700 du C.P.C. ainsi qu'aux entiers dépens

-ordormer l'exécution provisoire de la décision à intervenir nonobstant appel et sans caution

M. Patrick ZEVACO, client de la Société Générale s'installe à son compte en novembre 1989 comme artisan plaquiste. Il disposait à cette date d'un compte joint avec son épouse et d'un compte professionnel.

Il avait obtenu une autorisation de découvert de 22 000 € le 12 novembre 2002 porté à 35 000 € le 8 décembre 2005.

Il avait effectué plusieurs placements dont :

Un contrat d'assurance vie SEQUOIA le 8 janvier 2004 d'une valeur de 68 000 € délégué à la SOCIETE GENERALE au titre de garantie du découvert professionnel.

Un placement ERABLE le 9 juin 2005 d'une valeur de 1 1 000 € nanti au profit de la SOCIETE GENERALE aux fins de garantie d'un prêt immobilier d'un montant de 113 000 € souscrit par M et Mme ZEVACO.

Il publie au 31/03/2008 un exercice se soldant par un bénéfice de 23 760 € pour un chiffre d'affaires de 237 366 €, l'exercice suivant de 21 mois se terminant le 31/12/2009 enregistrant une pelte de 12 124 € pour un chiffre d'affaires de 273 679 €.

Le compte professionnel présente les soldes négatifs suivants :

Le 30/11/2007 : 43 796 Le 18/01/2008 : - 48 793 Le 31/01/2008 : - 54 894

Le 26/02/2008 : - 51 127

LE 31/03/2008 : 37 269

Le 21/04/2008 : 61 095 Le 19/05/2008 : - 61 319 Le 19/06/2008 : 69 544

Le 31/07/2008 : - 54 589 Le 25/08/2008 .• — 60

En février 2009, à titre personnel M. ZEVACC) a ouvert un PEA pour un montant de 8 000 € et un 20 contrat d h assurances vie SEQUOIA d'une valeur de 25 000 € qu'il solde le 27/05/2009.

Le 26/03/2009 : -49 299 Le 27/04/2009 : -57 353

Le 12/05/2009 : -68 458

Le 03 juillet la SOCIETE GENERALE porte le plafond du découvert autorisé 70 000 € jusqu'au 15 juillet 2009.

Le 24/06/2009 : -70 073

Le 3/07/2009 M. ZEVACO dont le compte professionnel présente un solde négatif de — 71 075 € est informé par la SOCIETE GENERALE que le chèque no 000349 de 5 474 € est rejeté, qu'il a interdiction d'émettre des chèques pendant 5 ans et qu'il doit rendre les fon•nules de chèques en sa possession.

Cette interdiction lui est renouvelée 15 fois jusqu'au 23/11/2009 date à laquelle le compte présentait un solde négatif de — 38 183 €.

En novembre 2009, le compte PEA de M ZEVACO aurait présenté en novembre 2009 un solde positif erroné qui aurait conduit M. ZEVACO à acheter des actions le 12 novembre qui ont rendu le compte débiteur de 6 675.88 €. La SOCIETE GENERALE a alors débité automatiquement le compte personnel de M ZEVACO déjà débiteur de cette même somme de 6 675,88 €.

Par jugement du Tribunal de Commerce de Montauban le 15 décembre 2009, M. ZEVACO a fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire.

A la requête de M Patrick ZEVACO, Maître ENJALBERT ès qualités de représentant des créanciers assigne le 23/08/2010 la SOCIETE GENERAI :

A titre principal .

I : sur l'obligation de restitution des formules de paiement : au paiement de la somme de 15 000 € à titre de dommages et intérêts à titre de rnanquement à son obligation de demande de restitution des formules de chèque

1. : sur les manquements au devoir de mise en garde : au paiement de dommages et intérêts d'un montant de 120 000 € au titre de son manquement à l'obligation de mise en garde et de sa faute de gestion ayant entraîné le passif de la procédure et les agios
2. : sur l'erreur informatique concernant le PEA : La banque sera condamnée à rembourser la somme de 6 675.88 € au titre du prélèvement effectué pour renflouer le PEA et également la somme de 718.59 au titre des frais payés par M. ZEVACO en raison de l'augmentation de son découvert et du rejet de ses chèques. La SOCIETE GENERALE sera condamnée au paiement de 15 000 € de dommages et intérêts pour le préjudice moral

A titre subsidiaire .

Si le Tribunal ne retenait pas la responsabilité de la banque pour l'absence de souscription d'une opération de crédit, manquement au devoir de mise en garde dans le cadre

## PS

d'un crédit excessif, le tribunal devra prononcer la décharge des intérêts sur l'autorisation de découvert accordé le 8/12/2005.

4 : au titre de l'article 700, condamner la société Générale à payer la somme de 2 000 €

Le défenseur répond point par point aux demandes du demandeur et demande leur débouté sur l'ensemble des demandes fins et conclusions.

I : sur la parfaite information de M. ZEVACO des risques de défaut de provision des chèques émis et les demandes multiples de restitution des formules de chèque, la Sté Générale produit 163 envois de lettre « loi MURCEF » entre mars 2005 et juin 2009 et copies des lettres adressées entre le 3 juillet 2009 et le 3 février 2010 1'informant du fait qu'il faisait l'objet d'une interdiction d'émettre des chèques et qu'il devait restituer les formules de chèques en sa possession.

Le défendeur réfute la demande de dommages et intérêts de 15 000 € évaluée de façon parfaitement empirique et sans aucun justificatif.

2 : sur les manquements de la S()CIETE GENERALE au devoir de mise en garde lors de l'octroi de la convention de trésorerie courante : la Société Générale n'a aucun devoir de mise en garde lorsque l'emprunteur est averti ce qui est prouvé par le fait que M. ZEV ACO avait sollicité

 Un découvert garanti par un contrat d'assurance vie SEQUC)I

 Des multiples cautions marché

 De l'escompte de papier commercial au moyen d'une convention d'instruction perrnanente de paiement d' effet de commerce

 D'un financement pour du matériel au moyen d'un contrat de prêt

CODEVI

 D'un PEA à titre personnel sur lequel il effectuait de nombreuses opérations

Que M. ZEVACO effectuait un chiffre d'affaires significatif de 300 € en 2007 et 280 000 € en 2008.

A titre subsidiaire la banque ne pouvait s'ingérer dans les affaires de son client  et a toujours proportionné ses crédits aux garanties et à l'activité de M. ZEVACO. Les frais bancaires qui lui ont été débités résultent de l'application de la convention de trésorerie aux opérations bancaires effectuées sous la seule responsabilité et en toute connaissance de cause par M. ZEVACO. La demande de dommages et intérêts, évalué de façon purement arbitraire à 120 000 € n'est aucunement justifiée et devra à ce titre être rejetée. M. ZEVAC() devra être débouté de l'ensemble de ses demandes relatives à un prétendu défaut de mise en garde de la banque.

1. : sur l'erreur infonnatique dont a fait l'objet le PEA de IVI. ZEVACO :

La SOCIETE GENERALE reconnait que sur le site intemet du compte, une vente de titres a été créditée par erreur deux fois faussant ainsi à la hausse le solde créditeur du compte. M. ZEVACO a alors acheté le 12 novembre des titres dont il est résulté un solde débiteur de 6 675.88 €. Elle a alors débité le compte personnel de M ZEVACO de cette somme pour le porter au crédit du compte PEA. Elle prétend que M. ZEVACO n'a pas subi de préjudice puisqu'il a reçu la propriété des titres achetés avec lesquels il a continué à effectuer des opérations. L'erreur informatique litigieuse n'a en aucun cas causé l'inscription au Fichier Central des Chèques de M ZEVACO, ce dernier était interdit d'émettre des chèques sur quel que compte que ce soit depuis le mois de juillet 2009. La SOCIETE GENERALE demande au THbunal de constater que l'erreur informatique est totalement étrangère à toute volonté de nuire et il n'y a aucune raison pour condamner la SOCIETE GENERALE à rembourser à M. ZEVACO la somme de 6 675.88 € pas plus que celle de 718.59 € qui corespondrait aux frais prélevés au titre de l'augmentation du découverfl et des rejets de chèques.

1. : sur la demande de dommages et intérêts pour préjudice moral :

La Société Générale n'a commis aucune faute de nature engager sa responsabilité, dans ces conditions la demande de dommages et intérêts de M ZEVACO doit être rejeté.

Au titre de l'afticle 700 condamner M. ZEVACO à la somme de 2 000 €.

L'affaire a été mise en délibéré au 23 novembre 2011 pour un jugement y être rendu.

MOTIFS DE LA DECISION :

Attendu que la SOCIETE GENERALE a adressé un courrier entre le 3 juillet 2009 et le 03 février 2010 1'informant du fait qu'il faisait l'objet d'une interdiction d'émettre des chèques et qu'il devait restituer les formules de chèques en sa possession

Monsieur ZEVACO n'est pas un néophyte un dirigeant dépourvu d'expérience ;

Attendu que M. ZEVACO est considéré comme un emprunteur averti en raison de son expéfience dans la gestion de son exploitation et au fait qu'il exerçait son activité depuis de nombreuses années, qu'il effectuait un chiffre d'affaires et un résultat significatif jusqu'en 1988, que les crédits octroyés par la SOCIETE GENERALE étaient en rapport avec les avoirs de M ZEVACO, que la SOCIETE GENERALE communiquait à M ZEVACO les justificatifs de ses opérations ;

Attendu que Monsieur ZEVACO a effectué sous sa responsabilité une opération d'achat de titres à découvert sur son compte PEA, compte, qui par nature ne doit pas être en découvert, et que pour réparer son erreur la SOCIETE GENERALE a automatiquement débité le compte personnel de M ZEVACO déjà débiteur de 6 675.88 € •

Attendu que M ZEVACO a bien pris possession des titres achetés avec cette somme, il n'a pas subi le préjudice de 6 675.88 € •

Attendu qu'il ne peut être reproché, vu les circonstances de l'espèce, à la SOCIETE GENERALE d'avoir manqué à son devoir de mise en garde ;

Qu'il y a lieu de débouter M. Patrick ZEVACO au titre de sa demande de 15 000 € au titre des dommages et intérêts pour manquement à l'obligation de demande de restitution des formules de chèque ,

Qu'il y a lieu de débouter M ZEVACO de sa demande de 120 000 € au titre de manquement à l'obligation de mise en garde ;

Qu'il y a lieu de débouter M ZEVACO de sa demande de remboursement de 46 000 € au titre des divers frais et agios

Qu'il y a lieu de débouter M ZEVACO de sa demande de 15 000 € au titre du préjudice moral au titre de l'achat de 6 678.58 € de titres effectué par lui-même

Qu'il y a lieu de débouter M. ZEVACO de sa demande & indemnité de 6 675.88 € de titres en sa possession et de sa demande de frais de 71 8,59 € •

Qu'il n'y a pas lieu à application de l'article 700 du C.P.C.

Vu les circonstances de respèce il n'est pas inéquitable de condamner chaque parties à la charge de ses propres dépens

### PAR CES MOTIFS

Le statuant publiquement, par jugement contradictoire en premier ressort après en avoir délibéré conformément à la Loi ;

Déboute M. Patrick ZEVACO au titre de sa demande de 15 000 € au titre des dommages et intérêts pour manquement à l'obligation de demande de restitution des formules de chèque ,

Déboute M ZEVACO de sa demande de 120 000 € au titre de manquement à

I 'obligation de mise en garde ;

Déboute M ZEVACO de sa demande de remboursement de 46 000 € au titre des divers frais et agios ,

Déboute M ZEVACO de sa demande de 15 000 € au titre du préjudice moral au titre du prélèvement de 6 675.88 € effectué sur son compte personnel ;

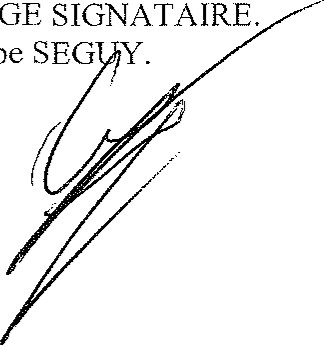
Déboute M. ZEVACO de sa demande d'indemnité de 6 675,88 € au titre du prélèvement effectué sur son compte personnel ; vu l'article 700 du C.P.C.,

Dit n'y avoir lieu à article 700 du CPC •

Condamne chaque parties à assumer la charge de ses propres dépens

Frais de Greffe du présent jugement liquidés à la somme de 104.17 € TTC..-

LE GREFFIER.



LE

JUGE

Philippe

Anne CRAPOULET.

